

Newsletter

NUMÉRO DE DÉCEMBRE 2024



La 18^{ème} réunion ordinaire du Comité Interministériel Régional (CRIM) de la CIRGL aborde les défis en matière de paix et de sécurité

La CIRGL a tenu sa 18^{ème} réunion ordinaire du Comité Interministériel Régional (CRIM) à Luanda, en Angola, le 24 novembre 2024. La réunion a rassemblé les ministres des affaires étrangères de dix États membres afin d'évaluer les défis régionaux en matière de sécurité et d'aide humanitaire.

Dans son discours d'ouverture, le Secrétaire Exécutif de la CIRGL, l'Ambassadeur João Samuel Caholo, a souligné les progrès réalisés et les problèmes persistants dans la région. Il s'est dit préoccupé par les problèmes de sécurité persistants, en particulier le conflit en cours au Soudan et l'instabilité dans l'est de la RDC.

L'Envoyé Spécial des Nations Unies pour la région des grands lacs Huang Xia et le Haut Représentant de l'Union Africaine ont pris la parole

lors de la cérémonie d'ouverture. L'Envoyé Spécial des Nations Unies a réaffirmé l'engagement des Nations Unies en faveur de la stabilité régionale, en soulignant la collaboration actuelle dans la lutte contre l'exploitation illégale des minerais. Il a particulièrement insisté sur la nécessité d'un engagement diplomatique soutenu par le biais du cadre de paix d'Addis-Abeba.

Le Haut Représentant de l'Union Africaine, Sghair M'Bareck Said, a présenté les graves problèmes humanitaires auxquels la région est confrontée, notant que le Soudan est confronté à une crise avec 20 millions de personnes déplacées, tandis que l'est de la RDC continue à se battre avec plus de 6 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays.

Le président du CRIM, S.E. l'Ambassadeur Tété António, a

Dans ce numéro

Le Secrétaire Exécutif de la CIRGL souligne le rôle des mécanismes régionaux au Forum diplomatique d'Antalya 2024

Page 3

Les Ambassadeurs des États membres de la CIRGL se réunissent à Bujumbura pour aborder les défis sécuritaires et humanitaires régionaux

Page 4

Visite de travail du Secrétaire Exécutif de la CIRGL en République du Kenya

Page 5

Le Forum régional des femmes de haut niveau fait progresser les initiatives de paix dans la région des Grands Lacs

Page 7

Connectez-vous





S.E. l'Ambassadeur Tête António

annoncé une initiative diplomatique importante : Le Président angolais S.E. João Manuel Gonçalves Lourenço a officiellement demandé à l'Union Africaine de reconnaître la CIRGL comme un mécanisme régional de prévention et de résolution des conflits. Cette démarche vise à renforcer la capacité de l'organisation à relever les défis régionaux en matière de sécurité.

Au cours de la session, les présidents du Forum régional multifonctionnel de la jeunesse et le Secrétaire Général par intérim du Forum des parlements se sont adressés au CRIM, présentant leurs activités et soulignant les défis auxquels leurs forums respectifs sont confrontés.

Le Forum de la jeunesse a souligné les développements positifs, y compris les plans pour le Secrétariat du Forum régional de la jeunesse de la CIRGL à Nairobi. Toutefois, il a fait part de ses préoccupations concernant le taux de chômage des jeunes de 60 % dans la région, soulignant la nécessité d'offrir des opportunités

économiques. Le Forum a reconnu le soutien continu de divers partenaires, notamment l'Union Européenne, l'Institute for Security Studies, ACCORD, l'Union Africaine, le FNUAP et le Bureau de l'Envoyé Spécial des Nations Unies. Le Forum des parlements a fait état de son engagement renforcé auprès des organisations de la société civile et des gouvernements, démontrant l'engagement de la CIRGL en faveur d'approches inclusives des défis régionaux.

Le CRIM a également reçu et examiné les rapports de divers comités ministériels. Le comité des Ministres de la Défense a présenté son évaluation de la situation régionale en matière de sécurité, tandis que les Ministres en charge des Mines ont rendu compte des efforts déployés pour lutter contre l'exploitation illégale des ressources naturelles. Les Ministres chargés de la jeunesse et les Ministres chargés de l'égalité des sexes ont également présenté des rapports sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre des programmes relatifs à l'égalité des sexes.

Les délibérations ont souligné la nature interconnectée de la paix, de la sécurité et du développement dans la région des Grands Lacs. Avec des recommandations claires des différents comités ministériels et des engagements renouvelés en faveur de la coopération régionale, le CRIM a conclu sa 18^{ème} session.



Secrétariat de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs

Secretariat of the International Conference on the Great Lakes Region

Vision

The Conference Secretariat (CS) is an efficient and effective institution and the focal point coordinating the implementation of the Pact and other related initiatives of Member States and other stakeholders.

Nous sommes une institution efficace et efficace et le point focal coordonnant la mise en œuvre du Pacte et autres initiatives y relatives des pays membres et des autres parties prenantes.

Mission

To be an effective and dynamic institution which Coordinates, Facilitates, Monitors and Ensures the implementation of the Pact and other initiatives, in order to attain peace, security, stability and development in the Great Lakes Region.

La mission du Secrétariat est d'être une institution efficace et dynamique qui Coordonne, Facilite et Assure la promotion et le suivi de la mise en œuvre du Pacte et autres initiatives en vue d'aboutir à la paix, la sécurité, la stabilité et le développement dans la Région des Grands Lacs.





Le Secrétaire Exécutif de la CIRGL souligne le rôle des mécanismes régionaux au Forum diplomatique d'Antalya 2024



Le Secrétaire Exécutif de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL), S.E. João Samuel Caholo, a participé au prestigieux Forum diplomatique d'Antalya 2024, qui s'est tenu du 1er au 3 mars à Antalya, en Turquie. L'événement a rassemblé des fonctionnaires de haut niveau, des décideurs politiques, des universitaires et des représentants de la société civile du monde entier pour discuter de questions mondiales et régionales cruciales sous le thème « Advancing Diplomacy in Times of Turmoil » (Faire progresser la diplomatie en période de troubles).

S.E. Caholo a participé à un panel intitulé « Le rôle des mécanismes régionaux », partageant son point de vue sur la vaste expérience de la CIRGL en matière de promotion de la paix, de la sécurité et du développement dans ses 12 États membres.

L'intégralité du panel peut être consultée à l'adresse suivante : <https://www.youtube.com/watch?v=nd6331YL9es>.

Lors de son intervention, le Secrétaire Exécutif a souligné la nécessité de bâtir une paix durable pour relever les défis complexes et transfrontaliers qui échappent souvent aux solutions unilatérales : "Si la région des Grands Lacs de la CIRGL était en paix, elle pourrait contribuer positivement à assurer un développement durable pour toute l'humanité".

La feuille de route de Luanda offre un cadre politique et militaire pour établir la paix et la stabilité dans l'est de la République Démocratique du Congo. La feuille de route de Nairobi, sous l'égide de la Communauté des États d'Afrique de l'Est,

sert de processus de médiation politique.

« La communauté internationale doit collaborer et harmoniser ses efforts pour s'assurer que les groupes armés opérant dans la région des Grands Lacs rejoignent les deux plateformes pour exprimer leurs griefs », a déclaré S.E. Caholo. Il a souligné la nécessité d'établir des partenariats internationaux solides, de renforcer les capacités et d'améliorer la diplomatie afin d'amplifier l'impact des organisations régionales.

Le Forum de la diplomatie d'Antalya a fourni une plateforme essentielle à la CIRGL pour présenter ses réussites et échanger des idées avec d'autres parties prenantes mondiales sur la façon de relever les défis émergents tels que le changement climatique, la migration et la transformation numérique. S.E. Caholo a également appelé à investir davantage dans les mécanismes régionaux de consolidation de la paix afin de prévenir les conflits et de favoriser la résilience.

Le Secrétariat de la CIRGL continue de renforcer ses collaborations avec d'autres organisations régionales et internationales afin d'aligner son agenda sur les priorités mondiales en matière de développement durable.



Les Ambassadeurs des États membres de la CIRGL se réunissent à Bujumbura pour aborder les défis sécuritaires et humanitaires régionaux

Le 17 septembre 2024, la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL) a accueilli une réunion de haut niveau avec des Ambassadeurs représentant les États Membres et le Groupe d'Amis de la CIRGL. Cette réunion importante a souligné l'engagement de la communauté diplomatique à relever les défis régionaux urgents.

La réunion a été rehaussée par la présence de S.E. le Général de Division (Rtd.) Matayo Kyaligonza, Ambassadeur de l'Ouganda au Burundi et Doyen du Corps Diplomatique, ainsi que des Ambassadeurs du Kenya, de la Tanzanie, du Rwanda et de la République Démocratique du Congo. L'Ambassadeur Bernard Ntahiraja, Coordonateur National de la CIRGL, représentait la République du Burundi, tandis que l'Afrique du Sud participait en tant que membre clé du Groupe des Amis de la CIRGL.

Les discussions ont porté sur des questions politiques, sécuritaires et humanitaires cruciales pour la région des Grands Lacs. Les participants ont exploré les moyens de renforcer la coopération et d'élaborer des solutions durables aux défis actuels, réaffirmant leur engagement commun en faveur de la stabilité et du développement de la région.

Le Secrétariat de la CIRGL a remercié tous les participants pour leur engagement actif et a souligné l'importance d'une collaboration continue entre les États membres et les partenaires internationaux. En encourageant le dialogue et l'action coordonnée, la CIRGL et ses parties prenantes visent à renforcer la résilience de la région et à promouvoir une paix durable.

Les résultats de cette réunion ouvrent la voie à d'autres engagements et initiatives, démontrant le zèle de la CIRGL à répondre efficacement aux préoccupations les plus pressantes de la région.





Visite de travail du Secrétaire Exécutif de la CIRGL en République du Kenya

Le Secrétaire Exécutif de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL), l'Ambassadeur João Samuel Caholo, a effectué une visite de travail de deux jours au Kenya, du 2 au 3 septembre 2024, afin de renforcer les initiatives de coopération régionale. Au cours de sa visite, il a tenu des consultations stratégiques avec des hauts fonctionnaires, des chefs religieux et des représentants du secteur minier, en mettant l'accent sur la paix et la sécurité, le développement régional et le renforcement de la collaboration dans l'ensemble de la région des Grands Lacs.

L'engagement de l'Ambassadeur Caholo avec l'honorable Charles Keter, Envoyé Spécial pour la région des Grands Lacs, avec des discussions centrées sur la sécurité et le paysage politique, en particulier en ce qui concerne les situations dans l'est de la République Démocratique du Congo (RDC) et au Soudan. Le dialogue s'est prolongé par des réunions productives avec des représentants du bureau du facilitateur du processus de Nairobi dirigé par la Communauté des Etats d'Afrique de l'Est (EAC), notamment M. George Kariuki et le brigadier (Rtd) Elijah Mwasi Mwanyika, au cours desquelles ils ont exploré des stratégies visant à unifier les différents processus de paix dans la région.

Au ministère des affaires étrangères du Kenya, l'Ambassadeur Caholo a rencontré des diplomates de haut rang, l'Ambassadeur Lucy Kiruthu, Directeur Général Adjoint pour les affaires politiques et diplomatiques, et l'Ambassadeur Denis Mburu, Directeur Général Adjoint pour les affaires africaines. Le Secrétaire Exécutif a reconnu le





statut particulier du Kenya, qui est le seul État membre à disposer d'un représentant permanent résident auprès de la CIRGL, soulignant ainsi l'engagement profond du pays en faveur de la coopération régionale. Leurs discussions ont permis de faire avancer les projets relatifs au secrétariat du forum régional de la jeunesse et à la prochaine conférence sur l'exploitation et l'investissement miniers.

La dimension religieuse de la construction de la paix régionale a occupé le devant de la scène lors de la réunion de l'Ambassadeur Caholo avec le Révérend Dr Fidon Mwombeki, Secrétaire Général de la Conférence des Églises de toute l'Afrique (CETA). Le Coordonateur National de la CIRGL au Kenya, M. James Kiiru, a assisté à la réunion et s'est attaché

à revigorer le protocole d'accord existant. Les discussions ont mis l'accent sur le rôle essentiel des organisations confessionnelles dans l'engagement des communautés de base et ont exploré les possibilités de programmes conjoints de reconstruction sociale dans les zones touchées par les conflits.

Dans le cadre d'une étape importante vers la coopération économique, l'Ambassadeur Caholo s'est entretenu avec M. Elijah Mwangi, Secrétaire Principal au ministère des mines, de l'économie bleue et des affaires maritimes. Leurs discussions ont porté sur la Conférence sur l'exploitation et l'investissement miniers dans la région des Grands Lacs et sur la participation potentielle du Kenya au Mécanisme de Certification Régional, conçu pour

lutter contre l'exploitation illégale des ressources naturelles. La réunion a mis en lumière les progrès réalisés par le Kenya dans le développement de son secteur minier, y compris les plans pour une mine d'or internationalement reconnue.

Ces interactions de l'Ambassadeur Caholo soulignent l'engagement de la CIRGL à favoriser la coopération multilatérale entre les secteurs diplomatique, religieux et économique. Grâce à ces réunions stratégiques, la visite a renforcé le rôle central du Kenya dans les initiatives de paix régionales tout en établissant des voies concrètes pour une collaboration renforcée afin de relever les défis complexes auxquels est confrontée la région des Grands Lacs.



Le Forum régional des femmes de haut niveau fait progresser les initiatives de paix dans la région des Grands Lacs

Le Secrétariat de la CIRGL a participé au Forum régional des femmes de haut niveau organisé par la République du Burundi à Bujumbura les 22 et 23 août 2024. Le forum, tenu sous le thème "Promouvoir l'agenda régional pour la paix, la sécurité et la coopération économique à travers la participation, la prévention, la protection, le secours et le relèvement", a été co-organisé par les garants du Cadre de paix et de sécurité pour la RDC et la région - la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL), l'Union Africaine, la SADC, et le Bureau de l'Envoyé Spécial des Nations Unies pour la Région des Grands Lacs, avec le soutien de la GIZ. S.E. Évariste Ndayishimiye, Président de la République du Burundi et Président en exercice du Cadre de Paix, de Sécurité et de Coopération pour la RDC et la Région (CPS), a ouvert le forum en soulignant le rôle indispensable des femmes dans la prévention et la résolution des conflits.

La délégation de la CIRGL était conduite par le Secrétaire Exécutif, l'Ambassadeur João Samuel Caholo, qui a souligné l'engagement de l'organisation à mettre en œuvre le programme Femmes, Paix et Sécurité. "Alors que nous sommes réunis ici à Bujumbura, nous nous trouvons à un carrefour important dans l'histoire de notre région", a-t-il noté, soulignant comment les conflits régionaux ont affecté de manière disproportionnée les femmes et les filles, tout en



soulignant les initiatives concrètes prévues pour 2024-2026.

La Représentante de l'Envoyé Spéciale du Secrétaire Général des Nations Unies pour la Région des Grands Lacs, Mme Fatou Thiam, a salué la résilience des femmes de la région qui "travaillent sans relâche sur le terrain, reconstruisant les communautés déchirées par la guerre, facilitant les médiations politiques en cours et défendant les droits des plus vulnérables".

Le forum a bénéficié de la participation de Mme Julienne Lusenge, militante renommée des droits de l'homme, lauréate du prix des droits de l'homme des Nations Unies en 2023 et avocate dévouée des survivantes de violences sexuelles en temps de guerre. En tant que Coordinatrice Adjointe du mécanisme national de surveillance du cadre du CPS, Mme Lusenge a partagé des informations précieuses sur les récentes initiatives de paix, notamment la mission des femmes en Angola. Sa participation





a particulièrement enrichi les discussions sur le renforcement du rôle des femmes dans les processus de paix régionaux en cours.

Le forum a également bénéficié des réflexions de l'Ambassadrice Liberata Mulamula, première Secrétaire Exécutive de la CIRGL et membre actuelle du conseil consultatif du Programme Femmes, Paix et Sécurité (WPS).

Tout au long des deux jours du forum, les participants ont souligné que si les femmes ont été victimes de conflits, elles ont prouvé qu'elles étaient une force imparable pour la paix. Un message puissant a résonné tout au long des discussions : "Lorsque les femmes s'élèvent pour la paix, la paix suit. Les participants ont insisté sur la nécessité urgente d'aborder différemment la consolidation de la paix régionale, en appelant à des stratégies innovantes et à une participation accrue et significative des femmes à tous les processus de paix.

Le forum comprenait plusieurs panels d'experts et des sessions techniques. L'accent a été mis sur la lutte contre les violences sexuelles liées aux conflits, avec des recommandations telles que le renforcement du soutien aux centres à guichet unique dans la région, la promotion de programmes de masculinité positive et l'établissement de partenariats plus solides avec les dirigeants locaux. Dr Janviere Ndirahisha, directeur régional du Centre Régional de Formation (RTF-CIRGL), a souligné l'importance de revitaliser la déclaration de Kampala en tant que cadre essentiel pour lutter contre la violence fondée sur le genre dans la région des Grands Lacs.

Une information majeure annoncée lors du forum a été le lancement d'un baromètre du genre pour la région des Grands Lacs par la CIRGL, qui a



Mme Julienne Lusenge



été développé en partenariat avec le FNUAP et le Bureau de l'Envoyé Spécial des Nations unies. Cette initiative vise à renforcer la gestion des données et l'évaluation des situations en matière d'égalité des sexes dans la région.

Le forum s'est conclu par l'adoption d'une feuille de route pour l'action, mettant l'accent sur la transformation des engagements politiques en améliorations tangibles de la vie des femmes dans toute la région. Ce forum a marqué une étape importante dans le renforcement de la participation significative des femmes aux initiatives de paix et de sécurité dans la région des Grands Lacs.





La restructuration de la CIRGL à l'ordre du jour à l'atelier de Nairobi

Le Secrétariat de la CIRGL a organisé un atelier de restructuration de trois jours, du 9 au 11 juillet 2024, à l'hôtel Safari Park de Nairobi, au Kenya. L'atelier, soutenu par la Coopération allemande au développement (GIZ), a réuni les Coordinateurs Nationaux de la CIRGL, le personnel du Secrétariat de la CIRGL et les Représentants des organes décentralisés pour définir l'orientation future de l'organisation.

Le Secrétaire Exécutif, l'Ambassadeur João Samuel Caholo, a souligné l'importance de l'atelier pour façonner l'avenir de la CIRGL. Il a souligné la mise en œuvre en cours des recommandations du rapport 2019 d'Ernst & Young tout en insistant sur le fait que la restructuration vise à créer une structure de personnel optimale pour la mise en œuvre efficace du mandat de la CIRGL. "Il s'agit de renforcer la capacité de notre organisation à servir les États membres et à relever les défis régionaux de manière plus efficace.



Il s'agit de renforcer la capacité de notre organisation à servir les États membres et à relever les défis régionaux de manière plus efficace.

L'Ambassadeur Dennis Gathogo Mburu, représentant le Secrétaire Principal aux affaires étrangères du Kenya, a souligné la nécessité d'examiner les réalisations de la CIRGL au cours de ses 20 années d'existence et de relever les défis régionaux et mondiaux actuels. Il a particulièrement insisté sur l'importance de la viabilité financière et a proposé d'explorer des stratégies synergiques avec d'autres organismes régionaux.

L'atelier a identifié plusieurs domaines essentiels pour la restructuration. Il est notamment prévu de rationaliser la structure

lourde au sommet et de réduire le nombre de directions tout en renforçant le personnel technique. La viabilité financière est apparue comme un élément clé, avec des plans visant à développer une stratégie efficace de mobilisation de fonds et des mécanismes renforcés pour garantir des contributions des États membres en temps voulu.

Les améliorations opérationnelles se concentreront sur l'amélioration de la coordination entre les États membres et le Secrétariat de la CIRGL, y compris de meilleurs mécanismes de suivi et d'évaluation. L'initiative de restructuration représente une étape importante dans l'évolution de la CIRGL, reflétant l'engagement de l'organisation à s'adapter aux nouveaux défis régionaux tout en maintenant sa mission principale de promotion de la paix, de la sécurité et du développement dans la région des Grands Lacs.



La CIRGL renforce les efforts de paix régionaux grâce à un protocole d'accord avec la Conférence des Églises de toute l'Afrique



Le Secrétariat de la CIRGL a signé un protocole d'accord avec la Conférence des Églises de toute l'Afrique (CETA) le 14 mars 2024. L'accord, signé dans les bureaux de la CETA par le Secrétaire Exécutif de la CIRGL, l'Ambassadeur João Samuel Caholo, et le Secrétaire Général de la CETA, le Révérend Dr Fidon Mwombeki, établit un cadre de collaboration entre les deux organisations.

Le partenariat se concentre sur des domaines importants pour la région des Grands Lacs, notamment la paix et la réconciliation, la démocratie et la bonne gouvernance, le développement durable et la gestion économique. Une attention particulière sera accordée aux questions transversales telles que l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes, le développement de la jeunesse, le changement climatique et la gestion écologique.

Dans son discours lors de la cérémonie de signature, l'Ambassadeur Caholo a souligné l'importance stratégique du partenariat avec les organisations confessionnelles, notant leur position unique dans la mobilisation des citoyens et le plaidoyer en faveur d'un changement positif. "Les organisations confessionnelles jouent un rôle essentiel pour atteindre les communautés de base et peuvent contribuer de manière significative à la résolution des conflits et à la consolidation de la paix dans notre région", a-t-il souligné.

Mwombeki a réaffirmé l'engagement de la CETA à relever les défis régionaux, soulignant l'importance de combiner les forces et les ressources des deux organisations pour atteindre leurs objectifs communs en matière de paix et de développement dans la région des Grands Lacs.



Les organisations confessionnelles jouent un rôle essentiel pour atteindre les communautés de base et peuvent contribuer de manière significative à la résolution des conflits et à la consolidation de la paix dans notre région."



Le protocole d'accord définit plusieurs domaines pratiques de coopération, notamment des initiatives et des événements conjoints de sensibilisation, tout en établissant des mécanismes pour rechercher des possibilités de financement afin de soutenir des projets de collaboration. Ce partenariat représente une avancée significative dans les efforts régionaux visant à promouvoir la paix, la sécurité et le développement durable par le biais d'approches inclusives qui engagent à la fois les acteurs institutionnels et confessionnels.

Les deux organisations vont maintenant s'atteler à la mise en œuvre des activités convenues, en tirant parti de leurs atouts respectifs pour contribuer à rendre la région des Grands Lacs plus stable et plus prospère.



Renforcer la prévention des conflits : L'action de la CIRGL en faveur d'un système robuste d'alerte et de réponse précoce

La CIRGL a accueilli un important atelier à Nairobi, les 28 et 29 octobre 2024, visant à renforcer notre capacité à prévenir et à résoudre les conflits dans la région des Grands Lacs. Soutenu par la Délégation de l'Union Européenne au Burundi, et en partenariat avec l'Institut d'Etudes de Sécurité Afrique (ISS Afrique), l'atelier s'est concentré sur le développement d'un système robuste d'alerte précoce des conflits (EWS) pour relever les défis de sécurité dans toute la région.

Dans son discours, le Secrétaire Exécutif de la CIRGL a souligné l'importance de traduire les alertes précoces en préparation et en action pour sauver des vies. La CIRGL vise à mettre en place un système reposant sur des bases solides afin de favoriser la confiance dans le partage et la gestion de l'information.

Cet atelier a permis aux experts et aux parties prenantes d'affiner les stratégies d'alerte et de réaction rapides. En s'attaquant collectivement à ces défis, l'initiative vise à favoriser une région plus sûre et plus stable.

Selon l'Ambassadeur de l'UE au Burundi, l'Ambassadeur Pietrobon Elisabetta : "Nous devons dire que la CIRGL et ses organes décentralisés, et en particulier la mise en œuvre d'un système d'alerte précoce, ne réussiront pas sans une volonté politique, sans un engagement concret des États membres de la

”

Effective early warning systems have been recognised as prudent investments, and when coupled with early preparedness for early response, they help mitigate conflict and increase stability.

Ambassador João Samuel Caholo
ICGLR Executive Secretary

CIRGL à soutenir le Secrétariat dans son mandat, y compris sur cet important projet. J'espère que les prochaines réunions de très haut niveau en novembre seront l'occasion pour les États membres de prendre cet engagement”.



Pietrobon Elisabetta, Ambassadeur de l'UE au Burundi

Le renforcement des capacités de la CIRGL par la mise en place d'un système d'alerte précoce solide, qui s'appuie sur des décisions fondées sur des preuves, soutenu par des initiatives techniques et de renforcement des capacités, est essentiel pour concevoir un système d'alerte précoce adapté aux défis de la paix et de la sécurité dans la région des Grands Lacs, a conclu le Dr Paul-Simon Handy, directeur régional de l'ISS pour l'Afrique.



Dr Paul-Simon Handy, directeur régional de l'ISS pour l'Afrique



Approche régionale harmonisée : S'unir pour la valeur ajoutée minérale et le commerce transfrontalier dans la région des Grands Lacs



Le Forum régional de la CIRGL sur la valorisation des minéraux et le commerce transfrontalier, qui s'est tenu à Juba du 6 au 7 novembre 2024, a rassemblé des acteurs influents de la région des Grands Lacs, marquant une étape importante vers la promotion d'une croissance économique durable grâce à la valorisation des minéraux. Sous le thème "Une approche régionale harmonisée pour la valorisation des minéraux et le commerce transfrontalier pour la maximisation des bénéfices des ressources minérales et la promotion de la paix et de la stabilité", le forum, organisé conjointement par la Conférence Internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) et la République du Soudan du Sud, avec le soutien technique et financier de partenaires tels que l'Union Européenne et Impact, visait à relever les défis régionaux et à maximiser l'impact des



abondantes ressources naturelles de la région.

Construire une voie durable pour la valorisation des minéraux

Le forum a souligné la nécessité pour les États membres de la CIRGL

d'aller au-delà des exportations de matières premières et d'adopter la valeur ajoutée comme stratégie de croissance socio-économique régionale. Les participants ont identifié les principaux problèmes qui entravent le secteur minier de la région, notamment l'insuffisance



des infrastructures, l'accès limité au financement et le manque de recherche et de développement dans les pratiques minières modernes. Ces problèmes limitent la création d'emplois et les opportunités économiques pour les communautés locales, en particulier les jeunes et les femmes. Une approche harmonisée de la valeur ajoutée, axée sur le raffinage, le traitement et l'utilisation des ressources minérales dans la région, est considérée comme une solution susceptible de libérer tout le potentiel de la richesse minérale des Grands Lacs.

Points forts et principales recommandations

Le forum a débouché sur une série de recommandations concrètes visant à transformer le paysage minier de la région :

1. Renforcement de la coopération régionale en matière d'infrastructures et de commerce

Les États membres sont encouragés à développer des infrastructures solides, notamment des solutions énergétiques fiables et des réseaux de transport améliorés, afin de créer un environnement propice aux investissements locaux et étrangers. Pour surmonter les obstacles au commerce transfrontalier, les délégués ont préconisé des dialogues intergouvernementaux et des projets conjoints qui favorisent la création de valeur ajoutée dans la région, en aidant les États membres à privilégier des approches commerciales collaboratives plutôt que concurrentielles.

2. Renforcer la recherche et l'innovation dans le secteur minier

Les participants ont souligné la nécessité d'une collaboration entre les gouvernements, les universités locales et les acteurs du secteur

privé pour faire avancer la recherche et le développement technologique. La création de pôles d'innovation et le financement d'initiatives conjointes de R&D favoriseraient les solutions de pointe et permettraient à la région d'être compétitive sur les marchés mondiaux.

3. Accès au financement pour les entreprises locales

Garantir l'accès des entreprises minières locales au financement a été souligné comme une mesure cruciale pour stimuler les marchés locaux. La création de fonds de garantie et la suppression des intermédiaires dans la chaîne d'approvisionnement ont été proposées pour renforcer les entreprises locales et accroître la rentabilité en capturant davantage de valeur dans la région.

4. Autonomisation des femmes et des jeunes

Reconnaissant le potentiel inexploité des femmes et des jeunes dans le secteur minier, le forum a recommandé de promouvoir leur implication dans le secteur par le biais de coopératives et d'associations. Encourager ces groupes à considérer l'exploitation minière comme une opportunité commerciale viable plutôt que comme un travail de subsistance est la clé d'une autonomisation économique durable.

5. Améliorer les cadres politiques et réglementaires

Des politiques harmonisées qui attirent les investissements et encouragent la création de valeur ajoutée ont été identifiées comme fondamentales pour le succès de la région. Le forum a appelé les gouvernements à mettre en œuvre des politiques commerciales flexibles, à offrir des incitations fiscales et à créer des

conditions favorables qui attirent les investisseurs tout en soutenant le contenu local et le développement durable.

Une vision régionale pour l'avenir

Les lignes directrices régionales de la CIRGL sur la valorisation des minéraux et le commerce transfrontalier, examinées lors du forum, représentent un plan d'action pour l'avenir. En favorisant une vision commune entre les États membres, ces lignes directrices visent à promouvoir des chaînes de valeur régionales compétitives et à garantir que les avantages économiques de la richesse minérale s'étendent aux communautés locales. La collaboration démontrée à Juba est le signe d'un engagement fort à transformer la région des Grands Lacs en une plaque tournante pour les minéraux extraits et traités de manière responsable, ouvrant ainsi la voie à un avenir économique plus prometteur.

Forging a Sustainable Future: Great Lakes Region Sets Path for Responsible Mineral Resource Management

The Regional Forum on Mineral Value Addition and Cross-Border Trade closed with a renewed sense of purpose among participants. Through these strategic recommendations, ICGLR Member States are poised to harness their mineral wealth sustainably, promote peace and stability, and enhance regional development. With continued cooperation and investment, the Great Lakes Region is on a promising path toward becoming a leading example of responsible and profitable mineral resource management.



La CIRGL a convoqué la 25^{ème} réunion du Comité Régional d'Audit à Juba pour soutenir la gestion des ressources minérales.

La Conférence Internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) a tenu sa 25^{ème} réunion du Comité d'Audit à Juba, en République du Soudan du Sud, marquant des avancées significatives vers une meilleure gouvernance des ressources minérales. Tenu du 30 octobre au 1er novembre 2024, cet événement crucial a rassemblé les principales parties prenantes régionales, notamment les membres du Comité d'audit de la CIRGL, le personnel du ministère des Mines du Soudan du Sud et du Mécanisme National de Coordination de la CIRGL, le personnel du Secrétariat de la CIRGL et les partenaires de la CIRGL qui soutiennent l'Initiative Régionale contre l'Exploitation Illégale des Ressources Naturelles (RINR).

Renforcer l'engagement régional

Le Sous-Secrétaire par intérim du ministère des Mines du Soudan du Sud, l'Ingénieur James Yousif Kundu, a ouvert la session en saluant le dévouement de la CIRGL à la gestion durable des ressources et soulignant l'engagement du Soudan du Sud à s'aligner sur le Mécanisme Régional de certification (MCR) de la CIRGL. Le représentant du Coordonateur National de la CIRGL, Amb. Juma Dino Amoi, a souligné l'importance de cette réunion, qui marque le premier événement de la CIRGL à Juba depuis l'adhésion du Soudan du Sud en 2013. Les deux dirigeants ont fait l'éloge du soutien logistique qui a assuré le succès de la réunion.



M. Philip Kiplangat Kirui, président du comité d'audit régional



Mr Eduard Simukonda, Vice-Président du Comité d'audit



Mme Immaculée Nyiranzirera, membre du comité d'audit/Rwanda

Principales étapes franchies

- Approbation de l'outil de révision du MCR: Un nouvel outil a été approuvé pour rationaliser la soumission des propositions de modification des normes et clauses du MCR visant à améliorer les processus de certification dans les États membres ;
- Lancement de la révision de la méthodologie d'audit de la MRC : Une période d'examen de six mois a été fixée pour affiner les normes d'audit régionales ;
- Finalisation des plans d'action correctifs : Élaborés pour répondre aux conclusions des rapports d'audit tierce partie en RDC, en particulier dans le Sud-Kivu et le Haut-Uele ;
- Pré-accréditation des auditeurs tierce partie : Améliorer le pool d'auditeurs qualifiés de la région pour l'évaluation de la chaîne d'approvisionnement des futurs exportateurs.

Le travail du comité d'audit de la CIRGL renforce le chemin de la région des Grands Lacs vers la paix et l'intégration économique. Le Vice-Président du Comité d'audit de la CIRGL, Edward Simukonda, a souligné la nécessité de réaliser des audits de grande qualité et d'établir des rapports transparents. Le secrétariat de la CIRGL a exprimé sa gratitude au gouvernement du Soudan du Sud pour son hospitalité chaleureuse et son engagement en faveur de la stabilité régionale.



Combattre l'exploitation illégale des ressources minières : Discussions clés de la 29^{ème} réunion du Comité Régional de la CIRGL à Juba

La Conférence Internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) a tenu avec succès la 29^{ème} réunion de son Comité régional de lutte contre l'exploitation illégale des ressources minières à Juba, en République du Soudan du Sud, du 4 au 5 novembre 2024. Cette réunion cruciale a rassemblé les membres du Comité pour évaluer les activités en cours et tracer la voie à suivre pour mettre en œuvre le programme régional de paix et de développement de l'organisation.

Cosmos Pitia Kujjo, Sous-secrétaire au ministère des mines du Soudan du Sud, a ouvert la réunion par un message d'espoir et de détermination : "J'espère que ces réunions serviront de catalyseur au forum à venir", a-t-il fait remarquer, en faisant référence au forum sur la Valorisation minière dans les Etats Membres de la CIRGL, qui allait suivre.



Cosmos Pitia Kujjo, sous-secrétaire au ministère des mines du Sud-Soudan

Représentant le Secrétaire Exécutif de la CIRGL, Mme Scholastica Mwau a souligné à quel point il est crucial pour les États membres de la CIRGL de travailler ensemble. Confiante dans le pouvoir de l'unité, elle a assuré les participants que cet effort combiné est essentiel pour obtenir un impact réel.



Mme Scholastica Mwau, représentante du SE de la CIRGL

L'ambassadeur Juma Dimo Amoi, représentant le Coordonateur National de la CIRGL pour le Soudan du Sud, a souhaité la bienvenue aux participants. Il a pris le temps de saluer les partenaires de la CIRGL, dont le généreux soutien financier a rendu cette rencontre possible.



Ambassadeur Juma Dimo Amoi, coordinateur national de la CIRGL pour le Sud-Soudan Représentant

Le président du Comité régional de la CIRGL, Ir. Estanislau Buio, a guidé les participants à travers l'ordre du jour de la réunion. Les principaux sujets abordés ont été l'examen des progrès réalisés depuis la dernière session et la discussion des feuilles de route nationales mises en œuvre dans les États membres pour lutter contre

l'exploitation illégale des ressources et assurer une gouvernance durable des ressources naturelles.



Estanislau Buio, président du comité régional

Le Comité Régional de la CIRGL contre l'exploitation illégale des ressources naturelles tire son autorité du protocole de la CIRGL contre l'exploitation illégale des ressources naturelles. Il se réunit au moins deux fois par an sous la direction de son président.

L'unité technique de la CIRGL, dans le cadre du programme sur la démocratie et la bonne gouvernance, supervise la mise en œuvre de l'initiative régionale contre l'exploitation illégale des ressources naturelles, démontrant ainsi l'engagement du Comité à lutter contre les activités illégales et à favoriser une gouvernance durable des ressources naturelles dans la région des Grands Lacs. Grâce à cette unité spécialisée, la CIRGL cherche à renforcer le contrôle et à encourager les pratiques responsables qui soutiennent la stabilité et la prospérité régionales.

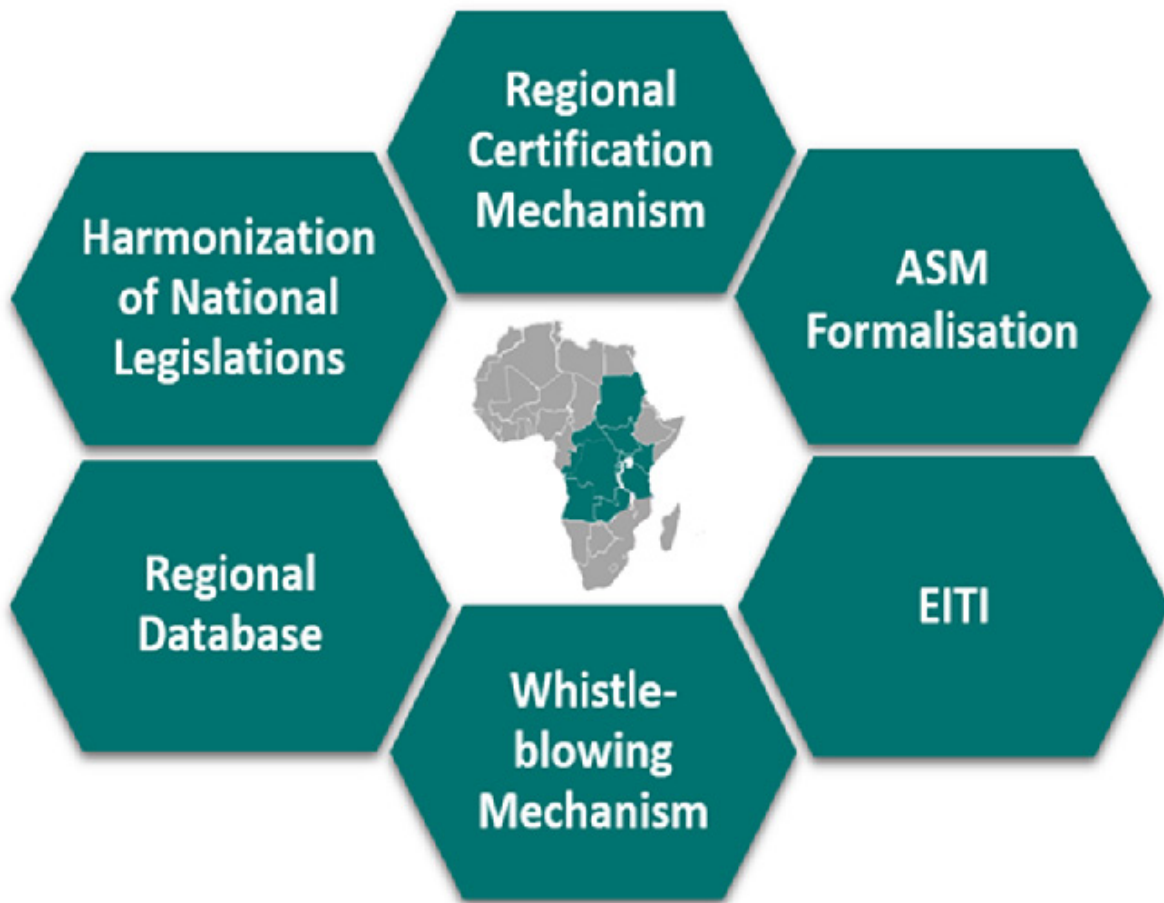


Dr Emmanuel Makumba Mali, Directeur du Programme Démocratie et Bonne Gouvernance/ICGLR





Les six outils de l'initiative régionale de la CIRGL contre l'exploitation illégale en tant qu'alliés clés pour renforcer la confiance dans les minéraux dans la région des Grands Lacs.



Suite à la signature de la déclaration de Lusaka lors du sommet spécial des chefs d'État et de gouvernement en 2010, les États membres se sont engagés à harmoniser et à coordonner les politiques de protection et de gestion rationnelle des ressources naturelles dans la région.

La région des Grands Lacs est un exemple fréquemment cité du paradoxe de l'abondance. Elle dispose d'une quantité substantielle de ressources naturelles convoitées sur le marché mondial, telles que le lithium, le cobalt et les 3TGS (étain, tungstène, tantale et or). Le taux d'informalité dans les États membres de la CIRGL est très élevé dans tous les minéraux et atteint plus de 90 %. Le sous-secteur de l'ASM (l'or artisanal et à petite échelle) concerne 5 millions de personnes dans les 12 États membres de la CIRGL, et plus de 30 millions en dépendent.

Cependant, les minerais de la région des Grands Lacs ont longtemps souffert de la méfiance des entreprises et des négociants cotés sur les places boursières internationales, qui ont tacitement suspendu leurs approvisionnements pour éviter d'être mis à l'index. De plus, les chaînes d'approvisionnement des minerais susmentionnés restent complexes et opaques. Elles sont souvent concentrées dans la région des Grands Lacs, où règnent l'instabilité et les conflits cycliques, comme l'a déclaré son excellence l'ambassadeur João Samuel Caholo, Secrétaire Exécutif de la CIRGL, lors du 17^{ème} forum annuel sur les chaînes d'approvisionnement en minerais responsables.

En réponse à ce défi persistant de l'inégalité socio-économique et du commerce des minerais de conflit, la CIRGL a développé



une approche globale pour mettre fin à l'exploitation des ressources naturelles : l'Initiative régionale contre l'exploitation illégale des ressources naturelles (RINR). L'initiative régionale contre l'exploitation illégale des ressources naturelles (RINR) est composée de six outils, à savoir : le mécanisme de certification régional, l'harmonisation des législations nationales, la base de données régionale sur les flux de minéraux, la formalisation du secteur minier artisanal, l'initiative de transparence des initiatives extractives et le mécanisme de dénonciation.

Au cœur de l'initiative, le mécanisme régional de certification de la CIRGL se concentre sur quatre minéraux, à savoir l'étain, le tantale, le tungstène et l'or (3TG), appelés "minéraux désignés" dans le cadre du système de certification des minéraux de la CIRGL.

Cinq États membres, à savoir la République du Burundi, la République de l'Ouganda, la République Unie de Tanzanie, la République du Rwanda et la République Démocratique du Congo, mettent déjà en œuvre le Mécanisme Régional de Certification de la CIRGL. Il vise à garantir que les chaînes d'approvisionnement en minerais n'apportent pas de soutien direct ou indirect aux groupes armés non étatiques ou aux forces de sécurité engagés dans des activités illégales et/ou des violations graves des droits de l'homme au sein des États membres de la CIRGL et entre eux, afin d'éliminer le soutien aux groupes armés qui perpétuent ou prolongent les conflits et/ou commettent des violations graves des droits de l'homme.

Comme le souligne Mme Yvette Mwamba Mwanza, une exportatrice de minerais de la RDC qui a réussi à mettre en œuvre le MRC, cette mise en œuvre a contribué à renforcer la confiance des exportateurs de minerais auprès des négociants et des pays importateurs.

Selon elle, le MCR a permis à son entreprise, KIVU MINERAL RESOURCES SARL, d'améliorer sa gouvernance interne, en mettant particulièrement l'accent sur le renforcement du contrôle et de la transparence de la chaîne de contrôle dans l'interaction avec toutes les parties prenantes. Cette amélioration se traduit par l'alignement des procédures sur les exigences de gestion, le respect des droits de l'homme et l'intégration de la dimension de genre, ce qui a eu un impact positif sur les opérations commerciales et la compétitivité de l'entreprise.

En tant que référence, le RCM a donné une légitimité aux chaînes d'approvisionnement des pays de la région des Grands Lacs, grâce à sa norme qui a fait l'objet d'un large consensus au niveau régional et international, et avec des alliés tels que l'ONU et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Afin d'assurer la mise en œuvre des exigences de l'initiative régionale, l'article 25 du protocole définit la mission du comité régional contre l'exploitation des ressources naturelles, qui est d'assurer et de piloter la mise en œuvre effective du protocole et de l'initiative régionale dans les États membres.



L'atelier de Gitega renforce les champions de la lutte contre les violences sexuelles et sexistes



Un atelier de trois jours visant à renforcer les capacités des professionnels travaillant dans les centres de prise en charge des survivants de violences sexuelles et basées sur le genre (VSBG) a été organisé avec succès. Tenu du 4 au 6 juin 2024 à Gitega, l'atelier a abouti à un plan d'action complet pour guider les futurs efforts dans la lutte contre les VSBG au sein de la République du Burundi.

Organisé par le Centre Régional de formation de la CIRGL (RTF-ICGLR) sur la prévention et la répression des violences sexuelles et sexistes, en collaboration avec le ministère burundais de la Solidarité nationale, cet atelier a rassemblé 45 professionnels de différents

centres du Burundi. Les participants comprenaient des psychologues, des experts juridiques, des professionnels de la santé et des travailleurs sociaux.

Engagement à éradiquer la violence sexuelle et sexiste

L'atelier s'est concentré sur la détermination collective des États membres de la CIRGL à éliminer la violence sexuelle et sexiste. Mme Donatienne Girukwishaka, Directrice Générale de la promotion de la femme et de l'égalité des sexes au ministère de la solidarité nationale de la République du Burundi, a souligné le rôle essentiel de la prise en charge globale des survivants de la violence sexuelle et sexiste.

La séance d'ouverture a été marquée par la présence de l'Ambassadeur Bernard Ntahiraja, Coordonateur National de la CIRGL pour le Burundi, qui a félicité le Secrétariat de la CIRGL pour l'organisation de l'atelier et a mis en exergue le mandat de la RTF-ICGLR. Par ailleurs, Mr Samuel Nininahazwe, représentant le Gouverneur de Gitega, a salué la collaboration entre les autorités civiles et policières dans la lutte contre les VSBG, notamment par le biais de la transmission des cas.

Visite du centre guichet unique "Humura"

Après l'atelier, l'équipe de RTF-ICGLR, accompagnée de Mme Girukwishaka, a visité le centre à guichet unique «



Humura » à Gitega. Établi en 2012, le Centre Humura fournit des services holistiques aux survivants des VSBG, y compris un soutien médical, psychosocial, juridique et socio-économique.

Au cours de la visite, les participants ont été émus par le témoignage de Vénérand et Cyrilla, un couple avec neuf enfants qui a surmonté de graves difficultés conjugales causées par l'abus d'alcool. Le courage de Cyrilla de chercher de l'aide a conduit à leur inclusion dans le programme de soins du centre. Aujourd'hui, Vénérand reconnaît la transformation : "Nous étions pauvres à cause des conflits constants. Aujourd'hui, l'harmonie

règne et nous travaillons ensemble pour le bien-être de notre famille."

Une lueur d'espoir

Le centre « Humura » a traité 14 000 cas depuis sa création et constitue une lueur d'espoir pour les personnes désespérées. L'approche holistique du centre et ses professionnels dévoués ont joué un rôle déterminant dans la fourniture de soins et d'un soutien complets aux survivants.

Actions futures et mise en œuvre

Le secrétariat de la CIRGL, par l'intermédiaire de son centre de formation basé à Kampala et dirigé

par le Dr Janvier Ndirahisha, vise à renforcer les capacités des États membres à éliminer la violence sexuelle et sexiste. Le nouveau plan d'action, élaboré avec l'aide de professionnels burundais, sera mis en œuvre avec le soutien de diverses parties prenantes, notamment les ministères chargés des questions de genre et les partenaires internationaux.

Le succès de l'atelier souligne l'importance de la formation continue et de la collaboration dans la lutte contre la violence sexuelle et sexiste dans la région.



Un nouveau projet soutient la CIRGL et ses États membres pour améliorer la gouvernance des ressources minérales

La Conférence Internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) et IMPACT ont lancé un nouveau projet quadriennal financé par l'Union Européenne afin d'améliorer la gouvernance minérale dans la région tout en favorisant la sécurité, la stabilité et le développement.

Le projet "Paix et sécurité dans la région des Grands Lacs" renforce la capacité de la CIRGL et de ses États membres à lutter contre les flux de minerais artisanaux et à exploiter leur potentiel en tant que moteurs du développement économique et social, ainsi que de la stabilité et de la sécurité.

Entre 2024 et 2027, le projet visera à :

- 1. Améliorer le contrôle des ressources minérales artisanales** en mettant à jour l'initiative régionale contre l'exploitation illégale des ressources naturelles (RINR), qui décrit les six outils permettant de lutter contre l'exploitation illégale des ressources. Cette initiative a été adoptée en 2010 par les chefs d'État dans le cadre de la déclaration de Lusaka. Le projet mettra à jour et soutiendra la mise en œuvre du RINR pour passer d'un outil conçu pour freiner les activités illégales à un instrument tourné vers l'avenir, reflétant les besoins des parties prenantes et soutenant le développement économique et social.
- Appliquer les meilleures pratiques aux exportations d'or artisanal** afin de s'aligner



sur la stratégie de la CIRGL concernant l'or artisanal et à petite échelle (ASM Gold). Le projet fournira une formation sur les modèles de meilleures pratiques pour réformer les régimes d'exportation d'or ASM et soutiendra l'engagement avec les acteurs de la chaîne d'approvisionnement - au sein des États membres et au niveau international ;

- Adopter des systèmes améliorés du mécanisme de certification régional (MCR)** et mieux exploiter les données dans les États membres. Le MCR est une norme régionale obligatoire pour la certification des 3T et de l'or provenant d'un État membre de la CIRGL ou transitant par celui-ci, actuellement mise en œuvre par cinq États membres. Le projet soutiendra des systèmes de MRC plus efficaces qui répondent aux attentes du marché.

L'équipe du projet travaillera directement avec l'unité technique de la CIRGL sur les ressources naturelles, basée à Bujumbura, au Burundi. Le projet Paix et sécurité dans la région des Grands Lacs adopte l'approche du renforcement des capacités de l'unité technique

de la CIRGL sur les ressources naturelles, qui à son tour soutiendra les États membres.

En développant un solide programme de ressources comprenant des conseils de mise en œuvre, du matériel de formation et des documents sur les meilleures pratiques ou en organisant des ateliers de formation des formateurs, le personnel de la CIRGL sera en mesure de soutenir plus efficacement les États membres dans l'adoption de politiques et de procédures visant à améliorer la gouvernance des ressources naturelles.

Ce projet, officiellement l'Action régionale pour contribuer à l'amélioration de la gouvernance des ressources minérales dans la région des Grands Lacs, s'appuie sur sa première phase, financée par l'Union Européenne, qui s'est achevée en 2022. L'accent mis par le projet sur l'amélioration de la gouvernance des ressources minérales est une composante du programme plus large de l'Union européenne visant à consolider la paix et la sécurité dans la région des Grands Lacs africains.

Contexte

L'ASM est un moyen de subsistance



important pour plus de cinq millions de personnes dans la région. Si les projecteurs ont été braqués sur le secteur des minerais de la République Démocratique du Congo et ses liens avec le financement des conflits, les liens avec la contrebande transfrontalière et les chaînes d'approvisionnement informelles d'autres pays de la CIRGL sont de plus en plus considérés comme des facteurs contribuant à ce phénomène.

Parmi les quatre minerais visés par le RINR, l'or est considéré comme le plus important en termes de financement des conflits et de pertes de revenus pour les gouvernements africains en raison des volumes importants d'or de contrebande qui sortent illégalement des États membres. Alors que de nombreux mécanismes de traçabilité et de diligence raisonnable ont été mis en œuvre pour les 3T et que le financement des conflits liés à ces minerais semble avoir diminué, il semble que la contrebande d'or soit florissante.

Malgré d'importants progrès, il reste encore beaucoup à faire dans les pays de la région, tant pour ceux qui ont commencé à appliquer le MRC que pour ceux qui ne l'ont pas fait. Dans le même temps, les États membres de la CIRGL s'intéressent de plus en plus à l'utilisation du secteur minier comme moteur de la croissance économique et souhaitent élargir le champ d'application du RINR afin de soutenir le développement de leurs secteurs miniers.

La CIRGL a été créée en réponse à la reconnaissance du fait que l'instabilité politique et les conflits en Afrique centrale ont une dimension régionale considérable et nécessitent un effort concerté pour promouvoir une paix et un développement durables. Avec 12 États membres, c'est la seule plateforme régionale qui dispose

d'un mandat politique fort, d'un soutien continu et d'une expertise technique pour travailler sur le commerce illicite du secteur des minéraux.

Histoire de collaboration

Ce projet intervient alors que la CIRGL et IMPACT ont renouvelé leur protocole d'accord en janvier 2024, initialement signé en 2011.

IMPACT est depuis longtemps un partenaire technique de la CIRGL. Après la signature du Pacte sur la sécurité, la stabilité et le développement dans la région des Grands Lacs par les chefs d'État en 2006, IMPACT a commencé à conseiller la CIRGL sur l'élaboration d'un cadre régional pour lutter contre l'exploitation illicite des ressources.

En 2010, alors que les chefs d'État et de gouvernement signaient la Déclaration de Lusaka, IMPACT a commencé à apporter un soutien technique à la CIRGL pour mettre en œuvre les six outils de l'Initiative régionale contre l'exploitation illégale des ressources naturelles (RINR). Ce soutien comprend la rédaction des normes du mécanisme de certification régional, le soutien à la mise en œuvre au niveau national, ainsi que l'aide au développement d'un prototype de la base de données régionale sur les flux de minerais.

Le projet Paix et sécurité dans la région des Grands Lacs est financé dans le cadre de la nouvelle stratégie 2023 de l'Union européenne pour la région, qui s'engage à s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité, telles que la mauvaise gestion des ressources naturelles. Le projet a été officiellement lancé par l'UE en janvier 2024 à Bujumbura lors de la conférence "Construire ensemble l'avenir de la région des Grands Lacs".

Lancement du projet "Incorporation des Initiatives Locales dans la mise en œuvre de l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité dans la région des Grands Lacs" 5 juillet 2024, Lusaka, Zambie



Le 5 juillet 2024, la Conférence Internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) et la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH ont lancé le projet "Incorporating Local Perspectives into the Implementation of the Women, Peace and Security Agenda in the Great Lakes Region (iWPS)" (Intégrer les perspectives locales dans la mise en œuvre de l'agenda femmes, paix et



sécurité dans la région des Grands Lacs).

Cette initiative souligne leur engagement à favoriser des processus de paix inclusifs dans la région des Grands Lacs. Le lancement du projet a été officialisé par le Secrétaire Exécutif de la CIRGL, l'Ambassadeur João Samuel Caholo, l'Honorable Jack Mwiimbu, le Ministère zambien de l'intérieur et de la sécurité intérieure, et la directrice du programme "Incorporation des perspectives locales dans la mise en œuvre de l'agenda WPS (iWPS)" de la GIZ, Mme Soetkin Meertens. Leur présence témoigne d'un front uni pour relever les défis de la région.

Aligné sur les Objectifs de développement durable (ODD), en particulier l'ODD 5 qui traite de l'égalité des sexes et de



l'autonomisation des femmes et des filles, le projet iWPS est dédié à l'intégration des perspectives locales et au renforcement de la responsabilité pour la mise en œuvre de l'Agenda pour les femmes, la paix et la sécurité au niveau régional dans la région des Grands Lacs. "Le projet iWPS représente notre engagement renouvelé à mettre en œuvre l'agenda femmes, paix et sécurité, et constitue une étape importante pour garantir que les voix et les expériences des organisations



Honorable Jacob Jack Mwiimbu, ministre de l'intérieur et de la sécurité intérieure de la République de Zambie

locales de femmes soient au premier plan des efforts de promotion de la paix et de l'égalité des sexes dans la région", a souligné le Secrétaire Exécutif de la CIRGL, l'Ambassadeur João Samuel Caholo.

Grâce à une approche holistique visant à renforcer les voix locales, le projet se concentrera sur trois domaines principaux : l'amélioration de la capacité organisationnelle des organisations de base ; le renforcement des réseaux de la société civile et de leur accès aux espaces décisionnels régionaux ; et le renforcement de la responsabilité grâce à l'utilisation de connaissances locales basées sur des données dans la mise en œuvre de l'agenda du FPS (Femmes, Paix et Sécurité).



De la part du Secrétariat
de la CIRGL

**BONNES FÊTES
ET MEILLEURS VOEUX POUR**

LA
Nouvelle Année

2025